

Le Devoir

ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure !

NOUVELLE FORMULE - ÉDITION DU JEUDI 30 DECEMBRE 2021

Influences
afro-
mexicaines



Page 8

AMADOU BÂ, COORDONNATEUR

A2K[®]

Relecture

Page 4

INAUGURATION DU TER



Le Devoir
ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure!

Parcelles Assainies,
Unité 10-276, Dakar

77 595 21 61

Directeur de publication

Pathé MBODJE

Rédaction

Pathé MBODJE,

Mass NIANG

Charles SENGHOR,

Habib KA

Fanny ARDANT

Khadidiatou GUEYE

Sadany SOW

Tidiane SÈNE

Infographiste

Alioune Khalil KANE

Metteur en page

Laay Gooto

Web

medhamo@hotmail.com

(Design)

Administration

Tchalys



Inauguration du Ter

La « Une » de l'édition du journal Le Devoir datée du 27 décembre 2021 aurait pu certainement être accompagnée « d'un décryptage » car elle est riche en « signes ». En effet, « deux images » ont été placées :

1- celle du couple présidentiel, vêtu de blanc (le choix de la couleur n'est pas neutre) et portant l'habit traditionnel ;

2- celle de la gare ferroviaire de Dakar qui a eu une longue histoire et qui a été inaugurée le 6 juillet 1885.

Deux histoires se mêlent à la « Une » :

1- une histoire politique

2- une histoire économique (le transport ferroviaire).

Le train historique portait le nom de « Dakar-Niger » et dévoilait une vision « sous-régionale » liée à l'intégration économique.

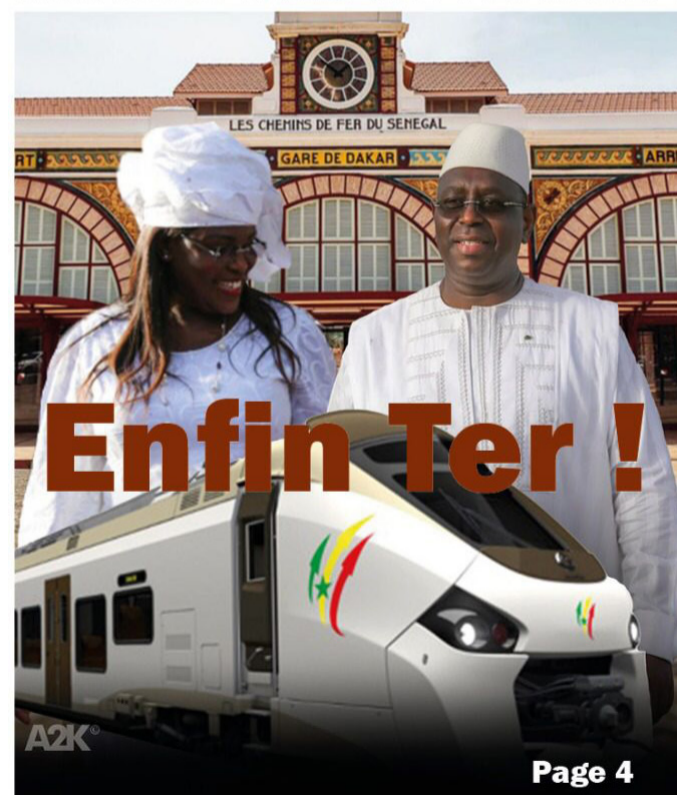
Ce nom, de mon point de vue de « citoyen de l'Afrique », restera gravé dans ma mémoire et mériterait un « retour »...

En 2006, après un long voyage par la voie terrestre entre Dakar et Bamako, j'avais proposé dans une note que je ne retrouve plus que la route reliant Dakar à Bamako, puisse porter le nom de « route de l'intégration »...

Nous attendons toujours que cette décision soit prise simultanément à Dakar et à Bamako

Le Devoir
ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure!
NOUVELLE FORMULE - ÉDITION DU LUNDI 27 DÉCEMBRE 2021

MACKY SUR UN NUAGE !



Enfin Ter !

Page 4

Pour revenir à l'histoire double de la Une du journal le Devoir, « tradition et modernité » se mêlent (le TER est un outil de transport moderne et innovant) et demain, 27 décembre 2021, à la « place du tirailleur africain » (rebaptisée ainsi le 23 août 2004) lorsque le TER s'élançera avec à son bord le président de la République du Sénégal, une « aube nouvelle » se lèvera

« voir loin, c'est voir tôt.. »

Un jour ou l'autre le train quittera Dakar pour atteindre Niamey...

Vovo Bombyx,
Contributeur

TÉLÉTRAVAIL



Un moyen de gagner du temps tout en étant productif

Une méthode de travail qui ne s'accommode cependant pas à tous les types de travail

Pendant longtemps, l'homme s'est déplacé pour aller travailler. Cette méthode de travail présente est révolue. Depuis un certain temps, les NTIC ont amélioré ce domaine. Le déplacement des travailleurs vers les lieux de travail est devenu limité. Le travail à distance vient faire son apologie. En effet, vers le début mois de décembre, le ministre du Travail avait annoncé une probable intégration du télétravail dans le code du travail. Si la décision est effective, certains travailleurs seront soulagés des routines de transports.

Pour des raisons déterminées, des employés défendent l'insertion du télétravail dans le code du travail. Houleymatou Barry est une jeune commerçante. Elle cumule son business avec son travail de comptable dans une agence immobilière. Dans le but d'accroître ses flux, elle s'est lancée dans le commerce. Mais son commerce est modernisé : elle a pour lieu de travail son téléphone portable et sa machine.

Houleymatou ne se déplace pas pour vendre ses produits. Elle s'accroche à son téléphone pour acheter vendre et passer des commandes.

« Je suis comptable mais nous sommes au Sénégal ; les salaires minables ne nous permettent pas de subvenir à nos besoins, encore moins nos besoins familiaux. C'est alors que j'ai jugé nécessaire de commencer le commerce avec des fournisseurs situés en ville. Je contacte mes fournisseurs qui m'envoient les produits, parfois des sacs, des chaussures, des bijoux... Quand je reçois les produits sous

forme de photos, je les poste sur les réseaux sociaux tous les jours pour recevoir des commandes. Après les commandes, j'interpelle les fournisseurs. Ils m'envoient les produits par le biais des livreurs. Et ce sont ces livreurs qui amènent les commandes. En fait, je ne travaille qu'avec mon téléphone sur WhatsApp, Facebook, Instagram... », fait savoir Mme Barry.

Sans négliger son travail de comptable, elle profite du moment du trajet et de ses heures de pause pour poster ses marchandises et enregistrer certaines commandes à travers l'internet. C'est ainsi que Houleymatou procède pour maintenir ses deux emplois.

Avantages... net

Pour elle, c'est grâce aux avantages de l'internet qu'elle arrive à se faire du profit. « Mon commerce est basé sur le télétravail, c'est-à-dire le E-commerce car je ne bouge pas, même si aucun papier ne régleme mon business » affirme-elle. Houleymatou n'exclut pas les

inconvenients liés à cette méthode de travail bientôt intégrée dans le code du travail. Car, pour le domaine de la comptabilité ; elle indique que plusieurs paramètres doivent être mis en avant, comme la mise en place d'un logiciel et d'un mode de paiement.

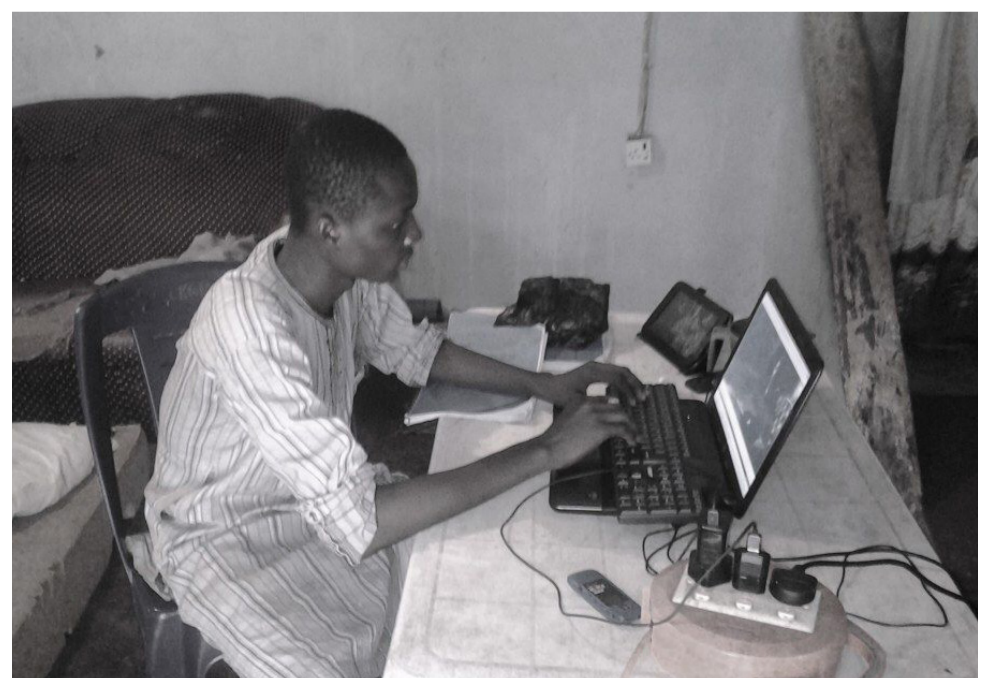
Libasse Sarr est étudiant en maîtrise en gestion de projet avec mémoire à l'université du Québec à Rimouski (Uqar). Pour Libasse, le télétravail est le meilleur moyen pour gagner du temps pour le travail sans déplacements inutiles. Mais il note que les avantages qu'offre le télétravail sont multiples : « On peut cumuler plusieurs emplois en même temps, on gagne plus de temps et d'argent que d'habitude.

Selon Libasse, le seul inconvénient c'est l'absence de contrôle : « Ou bien le contrôle n'est pas fiable, la transparence est faible et y'aura

absence imputabilité aussi », s'est-il corrigé.

Pour les travailleurs des médias, le télétravail est aléatoire car certains contenus nécessitent la présence du journaliste. Cette journaliste polyvalente soulève l'équivoque : « Pour les sites d'informations, le travail à distance est plus qu'une bénédiction. Le secteur étant en permanence sur course du premier à avoir publié, semble être bien indiqué pour la course à l'information. On peut être dans un bus, en réunion ou à la maison et être très productif en matière de contenus ; un monteur peut rester chez lui en faisant son travail correctement ». La présentatrice dans une chaîne YouTube écarte les radios et les chaînes... mais aussi les types de travail impliquant la présence primordiale.

Khadidiatou GUËYE Fall



AMADOU BÂ COORDONATEUR DES ÉLECTIONS

Le jour d'après pour l'annonce

Une offre compensatoire plus conséquente attend-elle Amadou Bâ au sortir des élections locales ?

Par Habib KÂ,

Chef du bureau régional de Matam, Thilogne

Amadou Bâ désigné par le président de l'Alliance pour la République (APR) et de Benno Bokk Yakaar (BBY) coordonateur national pour les élections municipales et départementales du 23 janvier 2022, observateurs et commentateurs ont vite assimilé cette décision du chef de l'État comme une annonce. Annonce non seulement d'un retour de Amadou Ba au gouvernement après une période de disgrâce de plus de deux ans, mais surtout d'un poste de Premier ministre à portée de main.

Ils n'ont peut-être pas tout à fait tort, s'ils se réfèrent au rapprochement médiatisé ces derniers temps, entre le président et son ex-ministre de l'Économie et des Finances.

Il s'y ajoute certainement la manière et les formes que le président Macky Sall a employées pour arbitrer la candidature pour la ville de Dakar : en ouvrant un boulevard à son ministre de la Santé, Abdoulaye Diouf Sarr, et en faisant renoncer au « Patron de Dakar » ses ambitions de maire pour la capitale et les Parcelles assainies, Macky Sall laisse entrevoir qu'une offre compensatoire plus conséquente attend Amadou Bâ, au sortir des élections locales.

Poste honorifique

Sinon, le poste de coordonateur national des élections, en soi, comme celui de directeur d'une campagne présidentielle, est simplement honorifique, un prestige qui n'a de durée de vie que le temps du scrutin.

En vérité, coordonateur national, tout comme envoyée spéciale, est une coquille vide, poste jadis offert à Aminata Touré, ancien Premier ministre, après une longue traversée du désert.

De surcroît, le poste est ingrat : sous Abdoulaye Wade,

son directeur de campagne, l'actuel président, avait abattu un travail énorme pour se voir remercié de la primature de fort belle manière, avec en projet une descente aux enfers.

Le président Macky Sall, lui aussi, avait en 2019 rendu pareille monnaie à son fidèle et dévoué Premier ministre Mouhamed Boun Abdallah Dione.

Même si comparaison n'est pas raison, la prudence s'impose ici, surtout quand il s'agit d'un président aussi imprévisible, aussi froid, aussi secret que l'actuel, dans ses choix, ses décisions. Comme le père, quand ça lui prend, il signale à gauche pour tourner à droite.

Dans le contexte actuel où le président est taillé par l'opposition, l'opinion nationale et internationale, voire même dans son propre camp, sa coalition et son parti, il doit sortir de son mutisme, se débukériser et parler aux Sénégalais sans langue de bois. Le parti aussi compressé, muselé, infantilisé en réclame.

Tantôt les ennemis sont extérieurs, tantôt ils sont indexés être tapis à l'intérieur, une terreur non dite faite de délations et de dénonciations au plus haut sommet du Parti.

La force déterminante de la gagne se trouve dans l'APR et le BBY, et nulle part ailleurs. Macky Sall aura beau chercher à faire des astuces pour des combinaisons gagnantes avec Oumar Sarr, Idrissa Seck, Khalifa Sall, Karim Wade, Il ne récolterait l'effet escompté. C'est à lui et à ses militants que les électeurs avaient porté leur choix, leur confiance. Croire que les Sénégalais seraient accrochés par ces combinaisons politiciennes dans le but de prolonger son mandat, c'est oublier que les Sénégalais ne n'élisent pas, mais sanctionnent.

La nomination de Amadou Bâ aurait de sens si le président Macky Sall lui confiait en même temps un poste ministériel, des pouvoirs délégués pour gérer le parti puisque lui-même évoque ses difficultés à s'occuper à plein temps du Sénégal compte tenu de ses charges de président de l'Union africaine ; qu'en sera-t-il de l'APR et de BBY ?

Redynamiser le parti, réhabiliter les leaders, redonner confiance aux militants et sympathisants de l'alliance est la voie royale pour prétendre à quoi que ce soit dans ce contexte où tout est dans le domaine du possible.



LE PERSONNEL DE SANTÉ

Groupe de l'année

Confronté pour pour troisième année consécutive à une pandémie multiforme, le personnel de santé est resté droit dans ses bottes, faisant plus preuve d'amour et de solidarité, en plus d'un professionnalisme sans défaut et d'un ne loyauté sans faille.

Ces professionnels ont été sans discontinuer au service du riche et du pauvre, du puissant et du modeste, se souciant plus de donner la santé et l'espoir.

La pandémie a permis de les fidéliser à leurs puisqu'ils sont le seul et unique rempart contre la maladie.

Ce personnel est encore sans conteste le groupe de l'année.



OMICRON Plus contagieux mais moins dangereux

Spectaculaire dans sa progression, spectaculaire dans ses conséquences, surtout avec les annulations de vols commerciaux en ces périodes de fêtes, le variant Omicron ressemblerait à un chie qui aboie sans mordre n'eussent été cependant les terribles encombrements des hôpitaux et le stress supplémentaire imposé au personnel médical et politique, surtout en Occident. Il aurait cependant usurpé la terreur qu'il impose.

« Les chercheurs ne savent pas si cette baisse du taux de cas graves observée est due au variant ou au fait qu'il se heurte à des populations davantage immunisées. » (Guardian, Royaume-Uni, du 22 décembre).

Omicron a été annoncé fin novembre alors que tout indiquait une sortie de crise manifestée par la destruction d'importantes quantités de vaccins qui n'avaient pas trouvé preneur ou qui étaient déjà périmés avant leur départ sous forme de don.

Le Nigéria a ainsi détruit

plus d'un million de doses de vaccins contre le coronavirus qui ont d'autant que le public destinataire était déjà méfiant.

Le Sénégal en avait fait autant 400.000 doses périmées.



TROIS FIGURES MARQUANTES DE LA PÉRIODE DES LUTTES COLLECTIVES POUR LES LIBERTÉS FONDAMENTALES : VALDIODIO NDIAYE, ABDOULAYE LY, ASSANE SECK

El Hadji Ibrahima Ndao est un historien et homme politique : au sein du Parti socialiste, il a joué un grand rôle dans les années de braise au Sénégal ; il est également l'auteur du livre intitulé

« Sénégal, Histoire des conquêtes démocratiques ».

La présente étude est sa contribution à un ouvrage collectif dont elle est la principale épine dorsale : Les évolutions politiques de Valdiodio, d'Abdoulaye Ly et d'Assane Seck dans la période des luttes collectives pour les libertés fondamentales au Sénégal jusqu'à la crise de décembre 1962.

VII-Mais comment l'accueil de Dakar a-t-il été si minutieusement planifié ?

Le Comité Exécutif de l'UPS en décrétant la mobilisation générale, en vue de populariser les options de Cotonou savait qu'il disposait d'une jeunesse unie, disciplinée et déterminée à servir le Parti pour réaliser dans la dignité et la fermeté la libération du peuple sénégalais du joug colonial. La tournée du Général de Gaulle, surtout son passage à Dakar était, pour cette jeunesse, une occasion inespérée pour exprimer l'adhésion du peuple aux mots d'ordre :

- Indépendance immédiate ;
- Unité africaine ;
- Coopération libre et égalitaire avec la France.

Il s'agissait de rendre le Général de Gaulle suffisamment attentif pour reconnaître le fait national africain, afin d'en tenir compte dans le texte qu'il devait soumettre au Référendum du 28 septembre 1958. Déjà le 24 août 1958, à l'étape de Brazzaville (Congo), le p r é -

sident du Conseil de l'Oubangui Chari (Centre Afrique actuelle), Barthélémy Boganda expliquera au Général de Gaulle, lors d'une entrevue privée, que « si le OUI signifie la renonciation irrévocable à l'indépendance, l'Oubangui Chari (RCA actuelle), la Guinée, le Sénégal, le Dahomey (Bénin actuel) et le Niger seront forcés de voter NON, étant donné les positions publiques qu'ont prises leurs leaders respectifs ».

Pour la première fois, les jeunes de l'UPS se sentaient ainsi placés devant une situation historique, qu'ils devaient assumer des tâches patriotiques au nom de leur Parti, mais aussi de tous les peuples africains sous domination coloniale. Evaluant de telles responsabilités et soucieux de ne pas commettre aucune dérive pouvant fournir d'alibi aux forces réactionnaires, les responsables du Mouvement des Jeunes de l'UPS (MJUPS) travaillèrent en étroite collaboration avec les membres du Bureau Politique, notamment avec Abdoulaye Ly, Valdiodio Ndiaye, Abdoulaye Guèye Cabri... Ce sont en effet des responsables du Bureau Politique de l'UPS, notamment Abdoulaye Ly et Valdiodio Ndiaye, qui furent chargés de la propagande et de la popularisation du mot d'ordre de l'indépendance.

Il faut rappeler que dès le coup de force d'Alger du 13 mai 1958 qui porta de

Gaulle au pouvoir en France, l'Union des Femmes, l'UGTAN, la FEANF, l'UPS, le PAI et le Conseil de la Jeunesse du Sénégal (CJS) ripostèrent en créant le Comité de défense des libertés démocratiques.

Ce Comité dans le cadre de la campagne de sensibilisation organisa beaucoup de manifestations qui furent souvent dispersés par les forces de l'ordre avec des grenades lacrymogènes.

Face à ce contexte très explosif, et craignant la nervosité des militaires français, le Bureau Politique de l'UPS prit toutes ses dispositions, renouvela ses directives à tous les militants qui devaient dans la discipline et la dignité populariser et défendre les options de Cotonou, tout en veillant sur le service d'ordre du Parti qui devait être vigilant et courtois.

Le matériel de propagande (banderoles, affiches), le plan pour le jalonnement par leurs militants de l'itinéraire du Général de Gaulle, les consignes pour l'occupation massive de la Place Protêt (Place de l'indépendance actuelle), de l'Hôtel de Ville, tout fut minutieusement préparé dans le secret le plus absolu.

Grâce à l'unité politique réalisée entre la SFIO (toutes tendances confondues) de Me Lamine Guèye alors Maire de Dakar, le BPS du député Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia chef du gouvernement, l'Union Démocratique Sénégalaise (UDS) d'Abdoulaye Guèye Cabri, les capacités d'organisation et de mobilisation de l'UPS fusion de tous ces mouvements politiques ont été considérablement accrues.

Le mouvement des jeunes de l'UPS, incontestablement le fer de lance du parti avait donc pris toutes les dispositions pour impliquer l'ensemble des sections de Dakar, des délégations des régions en vue d'appliquer correctement le plan d'occupation des espaces ciblés pour une bonne popularisation de leurs mots d'ordre.

La mobilisation populaire n'a pas été spontanée, elle est l'œuvre d'un travail méthodique de toutes les organisations démocratiques qui, quelque soient

leurs potentiels et leurs catégories ciblées ont su gagner à la cause de l'indépendance nationale de larges couches du pays. Ce fut un grand exploit.

Il y a lieu de rappeler que, c'est le 8ème congrès de la FEANF du 28 au 30 décembre 1957 qui adopta les principes d'indépendance immédiate et d'unité africaine à conquérir par la lutte révolutionnaire et, dont la résolution générale a largement contribué à la radicalisation du Conseil de la Jeunesse et à son option de se lier aux forces en lutte pour l'émancipation des peuples africains.

Au retour de de Gaulle de son périple africain, le projet de constitution est définitivement arrêté en Conseil des ministres. Il est soumis au référendum le 28 Septembre 1958.

La suite de cet accueil mouvementé n'a pas immédiatement donné satisfaction aux « porteurs de pancartes », car le Référendum du 28 septembre 1958 ne leur fut pas favorable. Le « Oui » aux propositions d'autonomie au sein d'une communauté française l'emporta largement. Mais on aurait tort de penser qu'il s'agit d'un échec.

D'abord, les responsables de l'UPS Senghor et Dia, constatant à leur retour la popularité des « Porteurs de pancartes » et, l'impact important sur les jeunes cadres du pays, hésitèrent sur la voie à suivre. Mamadou Dia, Président du Conseil, fit même le 9 septembre 1958, un voyage rapide en Guinée où, semble-t-il, Sékou Touré lui aurait proposé que le Sénégal prenne son indépendance pour ensuite former une confédération ou toute autre forme d'unité avec la Guinée.

Ensuite au Sénégal, des rumeurs inquiétantes circulaient qui attribuaient aux autorités coloniales l'intention d'amener les Lébus du Cap-Vert à ne pas suivre un éventuel vote négatif du Parti au pouvoir, ce qui permettrait leur accession (peut-être même avec Saint-Louis), au



...
statut de département français. Une promesse analogue aurait été faite aux responsables politiques de la région de Casamance, qui deviendrait un Etat autonome dans la Communauté française.

Vraies ou fausses, ces rumeurs prirent une grande ampleur, et ce serait une des raisons majeures de la décision du Parti au pouvoir lors de la réunion de sa direction à Rufisque le 20 septembre 1958, de préconiser un vote positif.

On peut aujourd'hui, après coup, mesurer toute l'importance de ces menaces quand on sait ce qui s'est passé au Niger où la section territoriale du PRA, la Sawaba le parti de Djibo Bakary Secrétaire Général du PRA au pouvoir à Niamey, qui avait opté pour le « non », fut battu par l'action du pouvoir colonial.

Le Sénégal défendait la thèse de l'indépendance dans l'Unité en disant : Indépendance Oui, mais indépendance dans l'Unité et qu'il fallait d'abord réaliser l'unité avant de prendre l'Indépendance. Au cours des débats sur la question de savoir s'il fallait voter « Oui » ou « Non », le Conseil Exécutif de l'UPS aurait mandaté Mamadou Dia auprès de Sékou Touré, leader du Parti Démocratique de Guinée, partisan du « Non » pour le convaincre de changer d'avis, afin que la Guinée, le Soudan et le Sénégal puissent aller ensemble à l'indépendance.

Réuni jeudi à Rufisque, le Comité exécutif de l'UPS, section du PRA, après avoir entendu les interventions de Lamine Guèye, Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia en faveur d'un vote positif au référendum « dans le sens de l'unité africaine et de l'indépendance dans le cadre d'une association avec la France » a adopté la résolution suivante :

« Le Comité Exécutif de l'UPS, section du PRA, réuni à Rufisque le 11 septembre 1958,

- Considérant que le projet de Constitution définitif proposé au référendum marque, par l'adoption des suggestions présentées par les parlementaires du PRA membres du Comité Consultatif Constitutionnel, un projet très net par rapport à l'avant-garde du Gouvernement.

- Considérant que ce projet permet la réalisation des objectifs définis au Congrès de Cotonou, à savoir :

1°) Réalisation de l'unité africaine par la formation des fédérations primaires.

2°) L'indépendance

3°) L'association avec la France

- Donne mandat à ses délégués au Comité directeur du PRA avec l'hypothèse d'un oui au référendum, ce « oui » signifiant :

- Oui à l'unité africaine

- Oui à l'indépendance

- Oui à l'association avec la France »

Voici le détail du scrutin auquel a donné lieu cette résolution :

Votants : 306

Pour l'adoption : 204

Abstentions volontaires : 21

Absents : 48

Contre l'adoption : 13

La délégation qui représentera l'UPS à Niamey est ainsi constituée : MM. Lamine Guèye, Senghor, Maître Doudou Thiam, Grand Conseiller, Diop Ousmane Socé, Dia Mamadou »

Devant l'échec de la ligne de l'indépendance immédiate, Abdoulaye Ly et ses amis se sont détachés, ont démissionné de l'UPS, pour constituer le PRA-Sénégal avec Assane Seck, Amadou Mahtar Mbow, Thierno Bâ, Diaraf Diouf, Abdoulaye Guèye, etc.

Suite logique de ces démissions du Parti, le départ volontaire de l'équipe gouvernementale des ministres Amadou Mahtar Mbow (Education et Culture), Latyr Kamara (Fonction Publique) et Diaraf Diouf (Coopération et Mutualité), le 22 Septembre 1958.



La décision de voter « Oui » au référendum venait non seulement de faire éclater l'UPS à peine le regroupement des partis politiques réalisé, mais d'affaiblir le Conseil de Gouvernement en le privant de près du quart de ses membres.

En effet, la majorité du Comité Exécutif de l'UPS, sous l'impulsion des deux premiers responsables, Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia, se rallia à cette option pour le Référendum du 28 septembre 1958, c'est-à-dire la situation d'Etat autonome au sein de la Communauté française.

En même temps, un manifeste hostile était proposé à la signature de ceux qui souhaitaient créer un nouveau parti, le PRA-Sénégal. Le Comité Exécutif de l'UPS considéra que les signataires s'excluaient eux-mêmes de l'UPS. En effet, les jeunes qui, le 26 août 1958 avaient opté pour « l'indépendance immédiate », étaient décidés à aller jusqu'au bout.

Le PRA-Sénégal, ayant à l'esprit l'adhésion de l'UPS comme section sénégalaise du Parti du Regroupement Africain (PRA), qui, rappelons-le, lors de son Congrès tenu à Cotonou, du 25 au 27 juillet 1958 avait lancé le mot d'ordre d' « indépendance immédiate », se considérant comme véritable section sénégalaise de ce Mouvement Africain, contesta ainsi cette qualité à l'UPS, au sein de laquelle, d'ailleurs, on n'en entendit plus parler.

« Il semble, en ce qui concerne le « Oui » au référendum, que la pression sur le gouvernement faite par les chefs traditionnels et religieux ait été déterminante. Certains d'entre eux déclarèrent que si la majorité se prononçait en faveur du « Non », les populations qu'ils représentaient pourraient demander de demeurer unies à la France. L'action de Mr Ibrahima Seydou Ndaw, du grand marabout Ibrahima Niassé, du Khalife des Mourides Falilou Mbacké et du Cheikh Ahmed Tidiane Sy, neveu du Khalife des Tidianes, devait faciliter un regroupement des forces favorables à la réponse positive au référendum comportant la participation à la Communauté ». (D.G.Lavroff in La République du Sénégal L.G.D.J.-Paris 1966).

A cet égard, Elhadji Falilou Mbacké, Khalife général des Mourides à Touba fit publier le communiqué suivant : « Après avoir pris contact vendredi 12 septembre 1958 à Touba avec les élus responsables du Territoire du Sénégal et examiné avec eux la situation face au devenir du pays, je prends solennellement position en faveur de la Constitution proposée au peuple et engage toute la collectivité mouride de l'AOF, fidèle à la sage tradition de ses chefs, à voter OUI le 28 septembre 1958 »

Dans tous les territoires d'outre-mer, la constitution fut accueillie positivement. Au Sénégal, les résultats ont été les suivants :

- Inscrits : 963.410

- Votants : 796.611

- Oui : 772.058

- Non : 21.546

Seule la Guinée vota « Non » et accéda à l'indépendance. Le 4 Octobre 1958 la Constitution fut promulguée. Ainsi, la Communauté comprend la République et douze Etats membres : les 7 de l'AOF (Sénégal, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Soudan, Dahomey, Haute Volta, Niger), les 4 de l'AEF (Tchad, Congo, Centrafrique, Gabon) et Madagascar.

Evidemment l'option de l'UPS, l'emporta largement, non seulement en raison de son organisation, à travers tout le territoire national, mais surtout en raison de la brièveté du temps dont disposaient les opposants (une semaine avant le scrutin), et enfin le laisser-faire de l'Administration face au Parti au pouvoir. Néanmoins, les « Non » exprimés, pratiquement sans campagne, inquiétèrent les autorités. Bref ! Ce Référendum du 28 septembre 1958, mit fin au régime de la Loi Cadre et ainsi se tourna une nouvelle page dans l'histoire récente du Sénégal.

prochain
VIII-La marche forcée
vers l'Indépendance

PASSÉ-PRÉSENT

Elizabeth Catlett, artiste engagée

Sculptrice et artiste afro-américaine, Elizabeth Catlett (1915 –2012) mêle l'abstrait et le figuratif et les influences africaines et mexicaines ; elle s'emploie à faire de son art le vecteur de messages politiques et aborde notamment la vie des femmes noires aux États-Unis.

Née le 15 avril 1915 à Washington aux États-Unis, Elizabeth Catlett est la plus jeune de trois enfants. Ses deux parents travaillent dans l'éducation, mais elle ne connaît pas son père qui meurt avant sa naissance. Sa mère doit cumuler plusieurs emplois pour élever ses enfants.

Elizabeth descend, par son père comme par sa mère, d'esclaves affranchis. Le souvenir de l'esclavage, aboli cinquante ans plus tôt, est vivace dans les esprits ; sa grand-mère lui raconte ainsi les captures en Afrique, les inhumaines traversées de l'Atlantique, les souffrances de l'esclavage dans les plantations.

Première femme noire diplômée des beaux-arts.

Fascinée par une sculpture d'oiseau en bois réalisée par son père, Elizabeth Catlett s'intéresse tôt à l'art. Elle commence à prendre des cours artistiques au lycée, auprès d'un descendant du militant abolitionniste Frederick Douglass. Sur dossier, Elizabeth est acceptée au Carnegie Institute of Technology à Pittsburgh en Pennsylvanie, mais l'école refuse son admission en découvrant qu'elle est noire.

Elizabeth fait alors ses études de premier cycle à l'université Howard à Washington, un établissement destiné aux Afro-américain-es. Elle y étudie notamment auprès de la peintre Lois Mailou Jones et de l'écrivain Alain Locke, tous deux actifs pendant la Renaissance de Harlem. En 1937, Elizabeth obtient son diplôme haut la main. Elle déménage alors à Durham, ville de Caroline du Nord dont sa mère est originaire, et y prend un poste d'enseignante dans un lycée.

Le poste la

frustrer rapidement ; en tant que professeure noire, elle touche un salaire moindre et ses actions pour l'égalité salariale restent vaines.

Découvrant le travail du peintre réaliste Grant Wood, auteur du célèbre tableau *American Gothic*, Elizabeth reprend des études de second cycle à l'université de l'Iowa. Elle s'y forme en sculpture et en peinture auprès de Grant Wood, et apprend à créer des lithographies, à travailler le bois, la pierre, l'argile, le bronze. Son professeur encourage ses étudiants à puiser leur inspiration dans ce qu'ils connaissent le mieux. Elizabeth commence alors à raconter dans son art le quotidien de femmes et d'enfants noires aux États-Unis. En 1940, elle fait partie des trois premiers diplômés des beaux-arts à l'université d'Iowa ; elle est aussi la première femme noire à recevoir ce diplôme.

Professeure et étudiante

Après l'obtention de son diplôme, Elizabeth Catlett s'installe à la Nouvelle-Orléans pour travailler à l'université Dillard. Tout en travaillant, elle continue à se former. L'été, elle étudie l'art de la céramique à l'Art Institute of Chicago et la lithographie au South Side Community Art Center de Chicago. C'est dans cette ville qu'elle rencontre le peintre Charles Wilbert White, qu'elle épouse en 1941.

Le couple s'installe à New York, où Elizabeth continue à travailler comme professeure tout en peaufinant son apprentissage artistique ; à l'Art Students League of New York, qui a notamment vu passer Louise Bourgeois, elle reçoit un enseignement privé auprès du sculpteur russe Ossip Zadkine. C'est lui qui incite Elizabeth à mêler des éléments abstraits à son travail figuratif. À New York, le couple fréquente de nombreux artistes et intellectuel·les de la communauté noire, dont l'écrivaine Gwendolyn Bennett et le militant et intellectuel W. E. B. Dubois.

Une vie au Mexique

En 1946, Elizabeth Catlett reçoit une bourse du Rosenwald Fund pour se rendre au Mexique avec son mari. Elle l'accepte et s'installe à Mexico, mais divorce de Charles peu après. Décidée à faire de son art le support de ses engagements militants, Elizabeth rejoint le Taller de Gráfica Popular (atelier graphique populaire), un collectif qui s'appuie sur l'art pour promouvoir et faire avancer des causes sociales. Très productif, l'atelier baigne dans une atmosphère artistique fortement politisée. Au Taller de Gráfica Popular, Elizabeth rencontre le peintre Francisco Mora, qu'elle épouse rapidement. Le couple aura trois fils, Francisco, Juan et David.

Au Mexique, Elizabeth continue à se former et étudie la sculpture sur bois et la céramique à la Escuela Nacional de Pintura, Escultura y Grabado « La Esmeralda ». Elle, qui avait initialement suivi une formation en beaux-arts pour devenir professeure, s'investit de plus en plus profondément dans son art, qui se mêle progressivement d'influences mexicaines. Au cours de son séjour mexicain, elle rencontre également la peintre Frida Kahlo.

Les engagements politiques des membres du Taller, au sein du parti communiste notamment, mais également son propre activisme lors d'une grève des chemins de fer à Mexico, valent à Elizabeth d'être mise sous surveillance puis interdite d'entrée aux États-Unis. Elle ne peut pas rendre

visite à sa mère, tombée malade, avant qu'elle ne meure. En 1962, elle renonce à sa citoyenneté américaine pour devenir mexicaine. Elle ne regagnera sa citoyenneté américaine qu'en 2002.

thographies d'Elizabeth mêlent des influences africaines et mexicaines. Au-delà des figures historiques, son travail explore des thèmes comme la maternité, les injustices sociales, la condition humaine, la force des femmes noires.

Un art engagé



Mon art doit naître d'une nécessité pour mon peuple. Il doit répondre à une question, réveiller quelqu'un ou pousser dans la bonne direction – notre libération



Au-delà de l'esthétique, Elizabeth Catlett conçoit l'art comme un moyen d'exprimer ses combats, d'aider à faire évoluer les mentalités, d'inspirer et de soutenir sa communauté. Une conviction qui s'ancre plus encore dans son art au sein du Taller, avec lequel elle travaille jusqu'en 1966. Féministe et militante des droits civiques, Elizabeth s'emploie notamment à combler le manque de modèles féminins. Elle crée des lithographies représentant des célébrités afro-américaines, dont Harriet Tubman, Angela Davis ou encore Phillis Wheatley. À Sacramento, elle réalise une grande sculpture de la militante Sojourner Truth.

Essentiellement réalistes mais incluant parfois des éléments abstraits, les sculptures et li-

Son art engagé attire l'attention de mouvements féministes et anti-racistes, et des expositions de plus en plus nombreuses commencent à lui être consacrées, principalement aux États-Unis. De son vivant, Elizabeth exposera individuellement plus de 50 fois. Elle reçoit également de nombreux prix et hommages au cours de sa carrière.

Fin de carrière

Après avoir pris sa retraite en tant qu'enseignante, Elizabeth Catlett part s'installer à New York avec son mari. Elle ne cesse pas pour autant de travailler son art et de produire des œuvres engagées, jusqu'à sa mort.

En 2007, le président de la Carnegie Mellon University, Jared Leigh Cohon, découvre qu'Elizabeth s'est vu refuser l'accès à son école lorsqu'elle était jeune. L'année suivante, il lui remet un doctorat honorifique et une exposition personnelle est organisée sur le campus de l'école.

Elizabeth Catlett meurt en avril 2012, à l'âge de 96 ans.

Source
L'histoire par les femmes



Le célèbre tableau *American Gothic* de Grant Wood montre un paysan tenant une fourche à côté de sa fille ; ils sont devant une maison de bois et portent tous deux des vêtements traditionnels.
American Gothic – Grant Wood.